

Grèce : le jeu truqué de la Troïka

Après des négociations marathon entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe, Tsipras, par sa lettre d'engagement du lundi 23 février dernier, s'est résigné à abandonner son programme anti-austérité et s'est engagé à des réformes qui ressemblent à celles de ses prédécesseurs.

Les pays de l'Eurogroupe, France et Allemagne en tête, n'ont pas voulu entendre parler d'augmentation à court terme du salaire minimum. En revanche, les privatisations en cours doivent reprendre, le « contrôle des dépenses de santé » (asphyxie des hôpitaux et non couverture d'un tiers de la population) doit continuer, la « réforme du marché du travail » doit permettre plus de « flexibilité » et de « compétitivité ». Seule minuscule concession à Tsipras, le nouveau Premier ministre grec, un petit paragraphe sur les « mesures humanitaires » (dont le rétablissement de l'électricité et de l'eau aux plus pauvres...) à condition toutefois qu'elles n'aient « aucun effet fiscal négatif ».

Les « institutions » ne lâchent rien

Contrairement aux allégations des dirigeants européens (désormais baptisés « institutions » au lieu de « troïka »), ce n'est pas la Grèce qui est sous perfusion : ce sont les banques européennes qui se sont dopées, d'abord aux emprunts puis aux privatisations grecs. Les banques et les grandes entreprises, pour l'essentiel allemandes et françaises, ont d'abord incité à l'endettement (JO, armements), avant de percevoir des intérêts à des taux colossaux, de racheter les entreprises publiques bradées...

En fait, les gouvernements de l'Eurogroupe ont refusé de laisser la moindre marge à Tsipras. Il fallait montrer à tous que les intérêts du grand patronat européen priment sur ceux des peuples.

Les véritables alliés du peuple grec

Face aux requins de l'Eurogroupe, Tsipras n'a pas fait le poids... et ne pouvait pas le faire en se contentant de batailler sur le terrain « économique » avec plus forts que lui, c'est-à-dire dans le cadre du jeu truqué du système capitaliste. S'il a fait constater au peuple grec que les requins sont des requins, il n'a pas tenté de s'appuyer sur la seule chose que peuvent craindre les capitalistes, la mobilisation des peuples.

Car, dans toute l'Europe, le peuple grec a des alliés naturels : les travailleurs qui, partout, subissent les politiques d'austérité. Bien sûr, préparer cette mobilisation n'est pas si simple. C'est en tout cas moins illusoire qu'essayer d'obtenir de rapaces qu'ils renoncent volontairement à leur proie.

La lutte contre la fraude fiscale

La seule partie qui reste du programme de Syriza, est la lutte contre la fraude fiscale déjà au programme de ses prédécesseurs. Mais ce sont les plus riches (en particulier les armateurs ou l'Église orthodoxe) qui ne paient quasiment pas d'impôt !

Tsipras peut-il ou veut-il faire enfin payer les riches ? Ce ne sont pas quelques fonctionnaires qui pourraient traquer les fraudeurs. Il faudrait, entre autres, mobiliser tous les employés de banque pour qu'ils dénoncent les combines des patrons dont ils ont forcément connaissance puisque tout passe entre leurs mains. Sans participation active des travailleurs, Tsipras ne réussira même pas à assurer les rentrées fiscales dont le pays a bien besoin.

Comment sortir de ce système ?

Pour réaliser ne serait-ce que les mesures sociales contenues dans le programme de Syriza, il faudrait une mobilisation pour imposer un contrôle des travailleurs sur l'économie.

Il faudrait mettre sous séquestre les biens des armateurs qui font le chantage à la fuite de leurs capitaux en garantie du rapatriement de leurs avoirs spéculatifs dans les paradis fiscaux et du paiement de leurs impôts. Il faudrait confisquer purement et simplement les biens de l'Église pour les transformer en biens publics au service de la population. Bref, il faudrait ne plus obéir aux règles catastrophiques du système capitaliste.

Un tel élan pourrait s'exporter dans toute l'Europe et là, seulement là, nous aurions une chance de mettre un terme aux méfaits de ceux qui saignent le peuple grec et tous les peuples d'Europe.

La qualité de ne pas tout écrire

Tous les salariés doivent suivre en ce moment en e-learning la formation « *Qualité des écrits* ». Elle montre comment la responsabilité de GM et de Nissan dans des accidents mortels aux USA a pu être prouvée grâce à des documents internes. Des salariés y tiraient la sonnette d'alarme sur des défauts de conception ou des pièces défectueuses. Mais ces alertes avaient été ignorées pour des raisons de coût. La direction de Renault craint de se retrouver dans la même situation et la formation vise à ce que les salariés prennent garde à leurs écrits afin de « *protéger l'entreprise* » des « *risques juridiques* ». Une véritable formation omerta ! Comme si le problème n'était pas la recherche du profit et du moindre coût au détriment de la sécurité.

Par ici la monétisation

Certains Comptes Transitoires ne désemploient pas. Mais la direction a trouvé la parade : monétiser ses jours de congés pour acheter des véhicules Renault ! Payer d'une main pour encaisser de l'autre : une idée lumineuse. L'autre solution consisterait à réduire la charge de travail pour faciliter la prise des congés, ou à les payer sans condition. Encore un effort...

La faute aux femmes trop timides ?!

En février, Women@Renault (le réseau de la direction de Renault) a organisé un atelier « *Prendre la parole pour booster sa carrière* » et être repérée comme manager potentiel par sa hiérarchie. Les femmes ne progresseraient donc pas parce qu'elles n'oseraient pas prendre la parole ?! C'est une certaine conception de l'égalité professionnelle.

Le 8 mars : pour les droits des femmes

C'est Lénine qui le premier, en 1921, a décrété le 8 mars Journée internationale des femmes, en l'honneur des femmes qui manifestèrent à Petrograd pour la paix et du pain, le 8 mars 1917, premier jour de la révolution russe. Alors prendre la parole pour revendiquer et défendre ses droits collectivement, et pas pour booster sa carrière, c'est pas mal non plus.

Quand les salariés low-cost se rebiffent

Les ouvriers de l'usine Renault-Nissan de Tanger ont débrayé et organisé des sit-ins du 9 au 11 février devant les locaux de leur direction, l'obligeant à négocier avec l'UMT (Union Marocaine du Travail) des augmentations de salaire, des primes dont une compensant les temps de pause non payés... Ils demandaient aussi le départ de Carvalho, le directeur de l'usine, et de ses méthodes jugées esclavagistes. Carlos Ghosn avait mis Pitesti, où les ouvriers avaient obtenu par des grèves des hausses de salaire, en concurrence avec Tanger. Et si les ouvriers marocains étaient en train de prendre le même chemin des luttes que leurs collègues roumains ?

Les réfractaires à la modération salariale

Fin de « crise » pour les 2000 cadres Renault qui touchent la PVG (Part Variable Groupe, nouveau nom de la PPG). Alors que 60 % de l'enveloppe réservée à cette prime était versée ces dernières années pour cause de crise, ce sera 85 % cette année. Sachant que la PVG représente au moins 8 à 10 % du salaire annuel, on est loin des miettes d'augmentation individuelle octroyée à l'immense majorité des APR, des ETAM et des Cadres.

La direction ne communique pas sur le montant exact de la PVG. De peur de déclencher un tollé ?

Les fondeurs contre la fonte des AGS

Les salariés de la Fonderie de Bretagne (ex-SBFM) ont vu rouge à l'annonce des NAO et de la prime de 500 € réservée à certains ETAM, c'est-à-dire le plus souvent aux petits chefs de l'usine.

Lundi 23 février, les grévistes ont bloqué l'accès au site toute la journée. La direction de cette filiale de Renault a dû céder 0,2 % d'augmentation en plus (soit 0,5 % d'AGS en tout). Pas de quoi faire des folies, mais c'est toujours ça de pris grâce à la grève.

La grève : l'autre modèle allemand

Dans la Métallurgie allemande, l'augmentation générale des salaires sera de 3,4 % en 2015 (+ une prime de 150 €). Cette hausse, qui contraste avec la France, est la bienvenue au pays des jobs à 1 € de l'heure et où le « coût du travail » a été baissé ces dernières années sur le dos des travailleurs.

Si le patronat allemand a accepté de prendre un peu sur ses profits, c'est que les salariés ont fait pression : 800 000 salariés ont fait des grèves d'avertissement ces dernières semaines, et 100 000 salariés de l'automobile étaient en grève la veille de la négociation de l'accord salarial. Le rapport de force : le seul langage international que les patrons comprennent.

Ras-le-bol des salaires Bon Marché

Les 50 salariés de la société de nettoyage PEI du Bon Marché ont fait 9 jours de grève du 11 au 20 février, pour les salaires. Leurs rassemblements devant la porte du luxueux magasin parisien faisaient désordre, et ont obligé PEI à leur verser chaque année une prime équivalente à un 13^{ème} mois. PEI peut reculer : une bonne nouvelle pour les salariés PEI du Technocentre qui ont aussi des salaires de misère.

Répression syndicale à La Poste

Yann Le Merrer, militant syndical SUD et fonctionnaire a été révoqué de La Poste, pour des faits liés à son activité syndicale. Une telle sanction, qui tombe alors que La Poste supprime des dizaines de milliers d'emplois, est inédite depuis 1951. Pour soutenir Yann et exiger sa réintégration, signez la pétition : <http://reintegrationyann.sudptt.org/>.